



## Chapitre C-34

### LOI SUR LA COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

#### SECTION I

#### CONSTITUTION DE LA COMMISSION

- Nom. **1.** Un organisme, ci-après appelé «la Commission», est institué sous le nom de «Commission des affaires sociales».  
1974, c. 39, a. 1.
- Siège social. **2.** La Commission a son siège social dans le territoire de la Communauté urbaine de Québec; elle peut toutefois le transporter dans une autre municipalité avec l'approbation du gouvernement; un tel changement entre en vigueur sur publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*.
- Séances. La Commission peut tenir ses séances à tout endroit du Québec.  
1974, c. 39, a. 2.
- Composition. **3.** La Commission est composée d'au moins cinq et pas plus de douze membres nommés pour un terme n'excédant pas dix ans par le gouvernement qui choisit un président et un vice-président parmi eux et qui fixe les honoraires, allocations ou traitements ou, suivant le cas, les traitements additionnels de chacun d'eux.
- Professions des membres. Le président doit être un juge ou un avocat. Les autres membres doivent être avocats.  
1974, c. 39, a. 3; 1975, c. 64, a. 1; 1977, c. 49, a. 1.
- Fonctions continuées. **4.** Les membres de la Commission restent en fonction, nonobstant l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.  
1974, c. 39, a. 4.
- Services exclusifs. **5.** Le président, le vice-président et au moins un autre membre de la Commission doivent s'occuper exclusivement du travail de la Commission et des devoirs de leurs fonctions.

- Exception.** Toutefois, ils peuvent agir comme membres de la Commission visée à l'article 547 du Code criminel.  
1974, c. 39, a. 5.
- Divisions.** **6.** La Commission siège en divisions.  
Les divisions sont les suivantes:  
1. la division de l'aide et des allocations sociales;  
2. la division de la protection du malade mental;  
3. la division des services de santé et des services sociaux;  
4. la division du régime de rentes;  
5. la division des accidents du travail.  
1974, c. 39, a. 6; 1977, c. 42, a. 16.
- Nomination d'assesseurs.** **7.** Le gouvernement nomme auprès des divisions de la Commission qu'il identifie, pour un terme n'excédant pas cinq ans, des assesseurs, dont il fixe les honoraires, allocations ou traitements ou, suivant le cas, les traitements additionnels.
- Identification de division.** Lors de chaque nomination, le gouvernement identifie les divisions auxquelles est rattaché l'assesseur. Le nombre total d'assesseurs ne peut être supérieur à quinze.
- Profession des assesseurs.** Au moins huit assesseurs doivent être médecins, dont quatre psychiatres, et au moins deux autres doivent être des travailleurs sociaux professionnels.  
1975, c. 64, a. 2; 1977, c. 49, a. 2.
- Présidence des séances.** **8.** Les séances de la Commission et de chacune de ses divisions sont présidées par le président ou par un membre désigné par le président.  
1974, c. 39, a. 7.
- Séances simultanées.** **9.** Les divisions peuvent siéger simultanément.
- Personnes appelées à siéger.** Le président ou tout membre désigné par lui détermine quels membres et quels assesseurs sont appelés à siéger à l'une ou l'autre des séances.  
1974, c. 39, a. 8; 1975, c. 64, a. 3.
- Majorité.** **10.** Les décisions sont prises à la majorité des membres et des assesseurs ayant entendu une affaire.
- Vote prépondérant.** Lorsque les opinions se partagent également sur une question, celle-ci est tranchée par le président ou le vice-président.  
1974, c. 39, a. 9; 1975, c. 64, a. 4.

- Nominations. **11.** Le secrétaire, le secrétaire-adjoint et les autres personnes à l'emploi de la Commission sont nommés et rémunérés suivant la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3).  
1974, c. 39, a. 10; 1977, c. 49, a. 3.
- Administration. **12.** Le président est responsable de l'administration de la Commission dans le cadre de ses règlements.  
1974, c. 39, a. 11.
- Immunité. **13.** Les membres de la Commission, ses assesseurs ainsi que ses fonctionnaires ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.  
1974, c. 39, a. 12; 1975, c. 64, a. 5.
- Recours prohibés. **14.** Aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 845 du Code de procédure civile ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre la Commission, ses membres ou ses assesseurs agissant en leur qualité officielle.  
1974, c. 39, a. 13; 1975, c. 64, a. 6.
- Annulation de bref. **15.** Deux juges de la Cour d'appel peuvent, sur requête, annuler sommairement tout bref et toute ordonnance ou injonction délivrés ou accordés à l'encontre de l'article 14.  
1974, c. 39, a. 14.
- Récusation. **16.** Un membre ou assesseur de la Commission peut être récusé comme un juge et de la même façon; les articles 234 à 242 du Code de procédure civile s'appliquent à la récusation, *mutatis mutandis*.  
1974, c. 39, a. 15; 1975, c. 64, a. 7.
- Surveillance. **17.** Les membres et assesseurs de la Commission sont soumis à la surveillance, aux ordres et au contrôle du président pour la distribution des causes, la tenue des séances et généralement l'exercice de leurs devoirs et pouvoirs.  
1974, c. 39, a. 16; 1975, c. 64, a. 8.
- Remplacement. **18.** Au cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président, il est remplacé par le vice-président.  
1974, c. 39, a. 17.

**Serments. 19.** Les membres et assesseurs de la Commission doivent prêter le serment apparaissant à la formule 1 de la Loi sur les employés publics (chapitre E-6).

1974, c. 39, a. 18; 1975, c. 64, a. 9.

**Vérification. 20.** Les livres et comptes de la Commission sont vérifiés par le vérificateur général chaque année et, en outre, chaque fois que le décrète le gouvernement.

1974, c. 39, a. 19.

## SECTION II

### POUVOIRS ET JURIDICTION DE LA COMMISSION

#### §1.—*Fonctions de la Commission*

Audition d'appels et  
requêtes.

**21.** La Commission a pour fonction d'entendre, exclusivement à tout autre commission, tribunal, régie ou organisme, à l'exception des requêtes visées dans le paragraphe *d* du présent article:

*a)* les appels interjetés en vertu de l'article 30 de la Loi sur l'aide sociale (chapitre A-16) ou les appels interjetés suite à une décision de l'organisme créé en vertu de l'article 32 de ladite loi;

*b)* les appels des décisions concernant le droit à une allocation, logés en vertu de l'article 20 de la Loi sur les allocations familiales (chapitre A-17);

*c)* les demandes de révision formulées en vertu de l'article 30 de la Loi sur la protection du malade mental (chapitre P-41);

*d)* les requêtes de personnes pour accès à leur dossier faites en vertu du troisième alinéa de l'article 7 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-5);

*e)* les requêtes logées par les conseils régionaux en vertu du deuxième alinéa de l'article 19 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-5);

*f)* les requêtes en contestation ou annulation d'élection ou de nomination présentées en vertu du septième alinéa de l'article 24 de ladite Loi sur les services de santé et les services sociaux ou en vertu des articles 48, 59 ou 87 de ladite loi;

*g)* les appels logés par des médecins ou dentistes en vertu de l'article 132 de ladite Loi sur les services de santé et les services sociaux;

*h)* les appels concernant les décisions relatives aux permis, logés en vertu de l'article 148 de ladite Loi sur les services de santé et les services sociaux;

*i)* les appels concernant l'exonération d'un paiement ou le paie-

ment d'une allocation de dépenses, logés en vertu de l'article 162 de ladite Loi sur les services de santé et les services sociaux;

j) les appels concernant les décisions relatives aux permis, logés en vertu de l'article 41 de la Loi sur la protection de la santé publique (chapitre P-35);

k) les appels à la suite d'un réexamen fait par la Régie des rentes, logés en vertu de l'article 188 de la Loi sur le régime de rentes du Québec;

l) les appels concernant les recommandations des comités de révision, logés en vertu de l'article 50 de la Loi sur l'assurance-maladie (chapitre A-29);

m) les appels concernant le droit à une compensation ou le quantum d'une compensation, interjetés en vertu de l'article 65 de la Loi sur les accidents du travail (chapitre A-3);

n) les appels concernant le taux de diminution de capacité de travail, interjetés en vertu de l'article 65 de la Loi sur les accidents du travail;

o) les appels interjetés en vertu de l'article 12 de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et les carrières (chapitre I-7);

p) les appels à la suite d'un réexamen fait par la Commission administrative du régime de retraite, logés en vertu des articles 113 de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires et 53 de la Loi sur le régime de retraite des enseignants.

1974, c. 39, a. 20; 1977, c. 22, a. 53; 1977, c. 42, a. 17; 1977, c. 48, a. 44; 1977, c. 49, a. 4.

Avis à la partie.

**22.** Sur réception d'une requête ou d'un appel, le secrétaire ou le secrétaire-adjoint de la Commission doit aviser sans délai la partie contre qui la requête ou l'appel est formulé.

Exécution de décision non suspendue.

Un appel ne suspend pas l'exécution de la décision dont est appel à moins qu'un membre de la Commission n'en ordonne autrement dans les cas d'urgence.

1974, c. 39, a. 21; 1975, c. 64, a. 10; 1977, c. 49, a. 5.

Ordonnances.

**23.** La Commission a tous les pouvoirs nécessaires à l'exercice de sa juridiction et elle peut, notamment, rendre toute ordonnance qu'elle estime propre à sauvegarder les droits des parties.

Décisions.

Elle a le pouvoir de décider toute question de fait ou de droit et ses décisions sont finales et sans appel.

1974, c. 39, a. 22.

Révision ou révocation de décision.

**24.** La Commission peut, pour cause, réviser ou révoquer toute décision ou ordonnance qu'elle a rendue.

Quorum. Lors d'une telle révision, le quorum est le même que celui prévu pour la décision à réviser.

1977, c. 49, a. 6.

Confirmation de décision. **25.** La Commission peut confirmer la décision portée devant elle; elle peut aussi l'infirmier et elle doit alors rendre la décision qui selon elle aurait dû être rendue en premier lieu.

Mesures à prendre. Elle peut en outre, dans le cas d'une requête visée au paragraphe *e* de l'article 21, ordonner à l'établissement de prendre certaines mesures devant s'appliquer dans l'avenir.

1974, c. 39, a. 23.

## §2.—*Aide et allocations sociales*

Audition d'appels. **26.** Les appels visés à chacun des paragraphes *a*, *b* et *i* de l'article 21 sont entendus par la division de l'aide et des allocations sociales.

Quorum. Le quorum est de deux, dont un assesseur.

1974, c. 39, a. 24; 1975, c. 64, a. 11.

## §3.—*Protection du malade mental*

Audition de demandes. **27.** Les demandes de révision visées au paragraphe *c* de l'article 21 sont entendues par la division de la protection du malade mental.

Quorum. Le quorum est de trois, dont deux assesseurs psychiatres.

1974, c. 39, a. 25; 1975, c. 64, a. 12.

## §4.—*Services de santé et services sociaux*

Audition de requêtes. **28.** Les requêtes visées à chacun des paragraphes *d*, *e* et *f* de l'article 21 et les appels visés à chacun des paragraphes *g*, *h*, *j* et *l* dudit article 21 sont entendus par la division des services de santé et des services sociaux.

1974, c. 39, a. 26.

Quorum. **29.** Dans le cas d'une requête visée à chacun des paragraphes *d* et *f* de l'article 21, le quorum est d'un seul membre.

Quorum. Dans le cas d'un appel visé à chacun des paragraphes *e*, *h* et *j* de l'article 21, le quorum est de deux membres.

**Quorum.** Dans le cas d'un appel visé aux paragraphes *g* et *l* de l'article 21, le quorum est de trois, dont un assesseur médecin.

1974, c. 39, a. 27; 1975, c. 64, a. 13.

#### §5.—*Régime de rentes*

**Audition d'appels.** **30.** Les appels visés aux paragraphes *k* et *p* de l'article 21 sont entendus par la division du régime de rentes.

**Quorum.** Le quorum est de trois membres.

**Renvoi d'affaires au tribunal.** Lorsque, au cours d'une instance devant la division du régime de rentes, il se pose une question concernant le titre III de la Loi sur le régime de rentes du Québec (chapitre R-9) et sous réserve des exceptions visées à l'article 76 de ladite loi, la Commission doit ordonner le renvoi de l'affaire au tribunal visé à l'article 222 de ladite loi, pour adjudication sur la question.

**Renvoi d'affaires à la Commission.** Dans les cas où l'adjudication ne termine pas le litige, l'affaire est renvoyée par le tribunal à la Commission.

1974, c. 39, a. 28; 1975, c. 64, a. 14; 1977, c. 22, a. 54.

#### §6.—*Accidents du travail*

**Audition d'appels.** **31.** Les appels visés dans les paragraphes *m*, *n* et *o* de l'article 21 sont entendus par la division des accidents du travail.

**Quorum.** Le quorum est de trois dont un assesseur médecin.

1977, c. 42, a. 18.

### SECTION III

#### PROCÉDURE

**Déclaration écrite.** **32.** Les appels, demandes ou requêtes visés dans les paragraphes *a* à *l*, *n* et *o* de l'article 21 sont formés au moyen d'une déclaration écrite adressée à la Commission dans les quatre-vingt-dix jours de la date de la survenance de l'événement y donnant lieu. Les appels visés dans le paragraphe *m* sont formés au moyen d'une déclaration écrite adressée à la Commission dans les trente jours de la notification de la décision dont on appelle.

**Appel par médecin ou dentiste.** Toutefois, s'il s'agit d'un appel logé par un médecin ou dentiste en vertu du second alinéa de l'article 132 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, il peut être logé jusqu'à 180 jours après que la demande de nomination a été adressée.

**Appel après expiration des délais.** La Commission peut permettre à une personne d'agir après l'expi-

ration des délais fixés par le présent article si cette personne démontre qu'elle a été en fait, dans l'impossibilité d'agir plus tôt.

1974, c. 39, a. 29; 1977, c. 42, a. 19.

**Copie de déclaration.** **33.** Lorsque la Commission est saisie d'une requête ou d'un appel visé dans les paragraphes *e, f, h, i* et *j* de l'article 21, le secrétaire ou le secrétaire-adjoint doit délivrer sans délai une copie de la déclaration au ministre des affaires sociales; lorsque la Commission est saisie d'un appel visé dans le paragraphe *k* dudit article 21, copie doit être délivrée sans délai au ministre du revenu; lorsque la Commission est saisie d'un appel visé dans les paragraphes *m, n* et *o* dudit article 21, copie doit être délivrée sans délai à la Commission des accidents du travail; lorsque la Commission est saisie d'un appel visé dans le paragraphe *p* dudit article 21, copie doit être délivrée sans délai à la Commission administrative du régime de retraite.

**Intervention.** Un ministre ou la Commission des accidents du travail ou la Commission administrative du régime de retraite à qui copie d'une déclaration a été délivrée conformément au présent article peut intervenir à tout stade de la procédure.

1974, c. 39, a. 30; 1977, c. 22, a. 55; 1977, c. 42, a. 20; 1977, c. 49, a. 7.

**Contenu de la déclaration.** **34.** La déclaration doit contenir un exposé sommaire des motifs invoqués par le requérant et signifier, le cas échéant, son intention de comparaître ou d'être représenté à l'audition.

1974, c. 39, a. 31.

**Règles de preuves.** **35.** La majorité des membres de la Commission peuvent, à une assemblée convoquée à cette fin par le président, édicter par ordonnance des règles de preuve, de procédure et de pratique applicables à la conduite des instances devant la Commission. Ces règles peuvent être différentes suivant qu'elles s'appliquent à une division ou l'autre de la Commission.

**Approbation.** Toute ordonnance adoptée en vertu du présent article doit être approuvée par le gouvernement et, si elle est ainsi approuvée, elle entre en vigueur trente jours après la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

1974, c. 39, a. 32.

**Pouvoirs de commissaires.** **36.** La Commission ainsi que chacun de ses membres et assesseurs sont investis des pouvoirs et de l'immunité de commissaires nommés en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (chapitre C-37).

1974, c. 39, a. 33; 1975, c. 64, a. 15.



Prescription d'acte. **37.** En l'absence d'une disposition applicable à un cas particulier, la Commission peut, dans toute affaire qui lui est soumise, prescrire tout acte ou formalité qui pourrait l'être par les règles de pratique et avec le même effet.

1974, c. 39, a. 34.

Audition des parties. **38.** La Commission, avant de rendre une décision, doit permettre aux parties d'être entendues.

Assistance d'un avocat. Lors de l'enquête et de l'audition, chacune des parties a droit d'être assistée d'un avocat. Elle peut interroger les témoins et exposer ses arguments.

Représentation par avocat. La Commission doit s'assurer, lorsqu'elle entend une demande de révision visée au paragraphe c de l'article 21 que l'occasion a été fournie à la personne qui fait la demande de retenir les services d'un avocat.

1974, c. 39, a. 35; 1975, c. 64, a. 16.

Décisions de la Commission. **39.** Les décisions de la Commission doivent être motivées et rendues par écrit; elles font partie des archives de la Commission.

1974, c. 39, a. 36.

Notification de décisions. **40.** La Commission notifie par écrit et sans délai sa décision à la personne qui a logé l'appel, la demande ou la requête ainsi qu'à toute personne susceptible d'avoir à agir pour exécuter la décision.

Obligation de se conformer. Toute personne visée par une décision de la Commission doit s'y conformer sans délai.

1974, c. 39, a. 37.

Homologation. **41.** Toute décision de la Commission peut être homologuée par la Cour supérieure sur requête de la Commission ou d'une partie intéressée et devient, après homologation, exécutoire comme un jugement de cette cour.

1974, c. 39, a. 38.

Authenticité. **42.** Les procès-verbaux des séances approuvés par la Commission et certifiés soit par le président, soit par le secrétaire ou soit par le secrétaire-adjoint, sont authentiques. Il en est de même des documents ou des copies émanant de la Commission ou faisant partie de ses archives, lorsqu'ils sont signés soit par le président de la Commission, soit par le secrétaire ou par le secrétaire-adjoint.

1974, c. 39, a. 39; 1977, c. 49, a. 8.

Publication des décisions. **43.** La Commission publie périodiquement les décisions rendues en omettant le nom des parties et des personnes impliquées.

1974, c. 39, a. 40.

Rapport annuel. **44.** La Commission transmet, au plus tard le 30 juin de chaque année, un rapport au ministre des affaires sociales sur ses activités pour la précédente année financière. Le ministre doit déposer ce rapport devant l'Assemblée nationale dans les trente jours de sa réception si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

Noms non inclus. Ce rapport ne doit nommément désigner aucune personne impliquée dans les affaires portées devant la Commission.

Recommandations. La Commission peut, dans son rapport annuel, faire des recommandations sur les lois, règlements, directives et pratiques administratives au sujet desquels elle entend les appels, requêtes ou demandes.

1974, c. 39, a. 41.

## SECTION IV

### DISPOSITIONS FINALES

Application de la loi. **45.** Le ministre des affaires sociales est chargé de l'application de la présente loi.

1974, c. 39, a. 74.

---

*Les articles 3, 6, 7, 21, 32 et 33 de la présente loi seront modifiés lors de l'entrée en vigueur des articles 225, 226, 227, 228, 230 et 231 du chapitre 68 des lois de 1977, à la date ou aux dates qui seront fixées par proclamation du gouvernement. Lors de l'entrée en vigueur de l'article 229 du chapitre 68 des lois de 1977, à la date fixée par proclamation du gouvernement, la présente loi sera modifiée par l'insertion, après l'article 31, d'un nouvel intitulé et d'un autre article.*

## ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 39 des lois annuelles de 1974, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception des articles 42, 43, 73 et 75, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre C-34 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978



## **TABLE DE CONCORDANCE**

**LOIS DU QUÉBEC, 1974      LOIS REFONDUES, 1977**

**Chapitre 39**

**Chapitre C-34**

LOI DE LA COMMISSION  
DES AFFAIRES  
SOCIALES

LOI SUR LA COMMISSION  
DES AFFAIRES  
SOCIALES

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1 - 6	1 - 6	
6a	7	
7	8	
8	9	
9	10	
10	11	
11	12	
12	13	
13	14	
14	15	
15	16	
16	17	
17	18	
18	19	
19	20	
20	21	
21	22	
22	23	

**L.Q. 1974, c. 39**

**L.R. 1977, c. C-34**

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
22 <i>a</i>	24	
23	25	
24	26	
25	27	
26	28	
27	29	
28	30	
28 <i>a</i>	31	
29	32	
30	33	
31	34	
32	35	
33	36	
34	37	
35	38	
36	39	
37	40	
38	41	
39	42	
40	43	
41	44	
42 - 43		Omis
44		Modification intégrée au c. R-9, a. 149
45		Modification intégrée au c. R-9, a. 150
46		Modification intégrée au c. R-9, a. 151

**L.Q. 1974, c. 39**

**L.R. 1977, c. C-34**

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
47		Modification intégrée au c. R-9, a. 188
48		Omis
49		Modification intégrée au c. R-9, a. 189
50		Modification intégrée au c. R-9, a. 219
51		Modification intégrée au c. R-9, a. 222
52		Modification intégrée au c. A-16, a. 1
53		Omis
54		Modification intégrée au c. A-16, a. 30
55		Omis
56		Modification intégrée au c. P-35, a. 41
57		Modification intégrée au c. P-41, a. 1
58		Modification intégrée au c. P-41, a. 20
59		Modification intégrée au c. P-41, a. 24
60 - 62		Omis
63		Modification intégrée au c. A-17, a. 20
64		Omis
65		Abrogé 1975, c. 64, a. 18
66		Modification intégrée au c. A-17, a. 21
67 - 73		Omis

**L.Q. 1974, c. 39**

**L.R. 1977, c. C-34**

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

74

45

75

Omis

*La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.*

*Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans le refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.*





